

La voix de l'Opposition de gauche

Analyse du 1^{er} tour de la présidentielle.

Le POI : surtout évitons de nous situer sur le terrain politique.

25 avril 2012

D'autres s'en chargent à notre place, par exemple (lu dans le portail national du POI) :

- *"François Hollande a déclaré que « le premier tour représente une sanction du quinquennat qui s'achève et un désaveu du candidat sortant dont le discours tout au long de ces derniers mois a fait le jeu de l'extrême droite ». Il s'est jugé comme « le mieux placé pour devenir le prochain président »."*

Puis dans un communiqué, un constat ou une interprétation du vote de dimanche dernier :

- *"C'est un immense rejet qui s'est manifesté ce 22 avril lors de ce premier tour de l'élection présidentielle où près de 80 % des électeurs inscrits ont refusé d'apporter leur voix au président Sarkozy..."*

- *"Une volonté majoritaire s'est affirmée, par le vote, comme par l'abstention : « Nous voulons chasser Sarkozy, mais aussi sa politique »".*

C'est bien beau de prononcer le mot "*politique*", d'évoquer ce que pourrait être une autre politique, jusque là rien à redire tout le monde se livre à cet exercice qui ne coûte finalement rien. Maintenant, c'est une autre paire de manches quand il s'agit d'aborder la question déterminante des objectifs politiques qu'il faudrait atteindre pour pouvoir réellement changer radicalement de politique, c'est là que les choses se gâtent ou partent en vrille.

Sur cette question précise, du côté du NPA et de LO, c'est le néant, ils sont incapables de se fixer le moindre objectif politique en dehors des élections.

Avant d'en venir aux objectifs politiques définis par le POI il faut préciser un point important pour comprendre la suite.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que les résultats du premier tour de l'élection présidentielle expriment un profond rejet de la politique de Sarkozy et de ses prédécesseurs, mais vous aurez noté qu'absolument personne n'ose ou ne souhaite caractériser le contenu politique de ce rejet. Attention, nous abordons ici un tabou. Pourquoi ? Parce que cela permettra à chacun de l'interpréter à sa manière, non pas en fonction des rapports politiques qu'il reflète, mais en fonction des intérêts ou de la stratégie adoptée par les appareils de chaque parti, ensuite, afin d'éviter que ne soit mis en lumière qu'aucun parti n'intègre ces rapports dans leurs stratégies ou leurs combats, leurs objectifs n'étant manifestement pas de les changer.

On comprend parfaitement pourquoi tous les partis passent sous silence ces rapports politiques, car il suffit de les évoquer pour que saute aux yeux l'inanité de leurs stratégies ou qu'elles ne situent pas dans la perspective du renversement de l'ordre établi, ce que révèle le contenu politique de ce rejet exprimé le 22 avril. Les masses ont voté pour un changement social, pas pour un changement

politique, conformément à leur nature actuelle dominée par leur soumission aux institutions, à l'Etat.

Soyons honnête et lucide au lieu d'écouter les balivernes de tous ces charlatans, c'est la stricte réalité, osons la regarder en face. Les masses se sont embourgeoisées, elles pensent comme les bourgeois, elles rêvent d'imiter leur mode de vie, mais en aucun cas elles n'entendent remettre en cause les institutions ou l'Etat dans lesquels elles conservent de profondes illusions, illusions que tous les partis s'emploient à alimenter en permanence, ce qui prend ici la forme d'un refus de caractériser politiquement la nature de leur rejet de la politique de Sarkozy.

En participant à cette élection, les travailleurs ont signifié qu'ils remettaient entre les mains de l'Etat capitaliste leur propre sort, voilà la terrible vérité qu'il faut cacher, réalité insupportable à entendre pour beaucoup de militants qui préfèrent se réfugier dans des chimères ou s'en remettent aveuglément aux fables que leur servent leurs dirigeants.

Quand on parle de la politique mise en oeuvre par celui ou ceux qui gouvernent le pays, il ne faut pas se tromper de sujet, on fait référence aux mesures qu'ils ont prises et qui touchent à la fois à nos conditions de travail ou de vie, qui sont davantage d'ordre social, mesures qui n'ont donc rien à voir avec les institutions et leur fonctionnement, avec l'Etat. Or c'est à ce niveau-là ou sur ce plan-là que se déroule le combat politique entre les classes, terrain qui a été abandonné aux représentants politiques de la classe dominante ainsi qu'à leurs valets. Ce qui est somme toute normal, en présence de partis ouvriers qui n'entendent pas modifier fondamentalement les rapports entre les classes que l'Etat incarne.

On peut donc constater que le mot politique est généralement employé dans ses différentes assertions ou usages, sauf celui qui touche précisément à l'Etat. Dans le cas du POI cela se traduit par la remise en cause du rôle de l'UE, de la BCE et du FMI, mais pas de l'Etat qui étrangement est épargné. Il en fait encore la démonstration ici, je n'invente rien.

Dès lors, place à l'opportunisme, au social-chauvinisme, au nationalisme :

- *"Une exigence s'exprime : il y a urgence à inverser le cours des choses, à en finir avec la dictature de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne qui veut imposer les politiques de privatisation, de misère et de chômage. En finir avec cette dictature et ses directives qui interdisent d'interdire les licenciements, renflouent les banques à coups de milliers de milliards et disloquent les droits et garanties des travailleurs et de la jeunesse !*

Il y a urgence à décréter nuls et non avenues les plans dictés par des institutions supranationales et à rétablir la souveraineté des peuples sur les décisions qui les engagent. Cela s'appelle la démocratie."

La "dictature" imposée aux travailleurs n'est pas celle du capital et de son relais politique, l'Etat ou les institutions, mais celles "de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne", autrement dit le combat politique contre notre propre bourgeoisie est détournée, elle passe à la trappe. La troïka "interdit d'interdire les licenciements", mais dans quel cadre juridique, les directives ou les traités européens adoptés antérieurement, mais encore, conformément à la Constitution de la Ve République qui incarne la domination de classe des capitalistes.

Entre nous, la troïka n'existerait pas que rien n'interdirait aux représentants du capitalisme dans chaque pays de mettre en oeuvre la même politique réactionnaire. La troïka a justement pour

fonction politique d'épargner autant que faire se peut les Etats, de détourner l'attention du prolétariat de l'Etat, c'est en cela que le POI vient à son secours et soutien l'air de rien le régime en place.

Face aux institutions supranationales, ce n'est pas la "*souveraineté des peuples*" qui n'a jamais réellement existé que le POI entend rétablir, mais la souveraineté des Etats (capitalistes) auxquels le POI est si attaché, ce que traduit la "*souveraineté des peuples*" qui correspond en fait à la domination de la classe des exploités, aussi bien au sein des rapports sociaux de production que de l'Etat.

Pire encore si c'était possible, le POI est un facteur de démoralisation et de démobilité des masses quand il explique qu'une fois un traité signé, il serait impossible de s'en affranchir, passons sur les inexactitudes incluses dans leur communiqué, ils évoquent la signature du TSCG par 27 Etats pour qu'il s'applique, alors qu'en réalité il suffira qu'il soit ratifié par 12 parlements pour entrer en vigueur. A entendre le POI, dès lors que le TSCG et le MES seront ratifiés, les carottes seront cuites, autant aller se couche tout de suite ! J'aborde plus loin ce que cela implique sur le plan pratique.

La question de la ratification d'un traité pose chaque fois la question de l'Etat, de sa Constitution et ses institutions, qui le signe, le ratifie, selon quelle procédure, etc. Qui se prononce sur son adoption (ou non), selon quelles prérogatives, ce qui nous ramène inévitablement à la Constitution de la Ve République. Est-elle légitime, quoi et qui représentent-elles ? Franchement, en voilà des questions inutiles !

La mystification va encore plus loin.

- "*La démocratie exige qu'il soit répondu à cette volonté majoritaire, que le président élu renonce à engager le processus de ratification : et, alors, le traité ne sera pas ratifié et il ne s'appliquera pas à la France et, de ce fait, il sera difficile de l'imposer aux autres peuples d'Europe.*"

Alors qu'Hollande a déjà annoncé qu'il pourrait s'en passer si nécessaire, et que cela ne l'empêcherait pas d'appliquer sa politique, alors que chacun sait qu'elle s'inscrit dans le prolongement de celle de Sarkozy, le POI feint de l'ignorer et se fout ouvertement des militants et des travailleurs.

Cela ne vous convainc pas encore, vous faites peut-être partie des illuminés qui suivez aveuglément la politique impulsée par D. Gluckstein et sa clique, voyez quelle politique est appliquée par Cameron en Grande-Bretagne, pays opposé au TSCG et au MES, pays qui n'a pas adopté l'euro, comme c'est bizarre j'ai l'impression qu'il applique la même politique d'austérité que dans les autres pays de l'UE, pincez-moi si je me trompe, j'ai hâte de sortir de ma crasse ignorance. Un autre exemple qui dément l'assertion du POI, en Allemagne la "*règle d'or*" qui encadre les dépenses publiques a été adoptée en 1949, cela n'a pas empêché les syndicats de revendiquer des augmentations de salaire des fonctionnaires, notamment. Toute la politique des dirigeants du POI repose sur la falsification ou la manipulation honteuse des faits, l'ignorance de leurs militants.

Très logiquement, dans la foulée le POI appelle Hollande à prendre ses responsabilités, ce qu'il ne manquera pas de faire comme on vient de le souligner. C'est ainsi que le POI soutient le régime et Hollande au passage et la boucle de l'opportunisme est bouclée.

Parler de tout et de rien, éviter de parler de l'essentiel, il en restera toujours quelque chose, et peu importe le turnover important à l'intérieur des partis, leur objectif n'est pas de construire un parti

révolutionnaire pour prendre le pouvoir, l'Etat les finance dès lors qu'ils participent aux élections législatives ou par le biais des syndicats, pour eux la vie continue comme avant.

Quelle illusion criminelle de vouloir faire croire aux militants et travailleurs qu'il suffirait d'"*en finir avec la politique de misère, de chômage et de déchéance de l'Union européenne*" pour qu'elle ne soit pas appliquée d'une manière ou d'une autre en France, autant dire pour qu'elle disparaisse des programmes des partis institutionnels qui se relaient au pouvoir depuis 1958.

Autres arguments en faveur de la position et de la stratégie que je défends.

On nous rétorque qu'il serait plus facile de combattre contre la ratification de ces traités ou pour des revendications sociales, plutôt que de combattre dans la perspective de renverser le régime, un objectif lointain, etc. Bien, cela implique qu'il serait possible d'obtenir le rejet de ces traités et la politique qu'ils sous-tendent ou la satisfaction de revendications sociales collectives ou qui concernent l'ensemble des travailleurs (Sécu, retraite, santé, etc.) dans le cadre du régime en place, or il s'avère que c'est impossible, ces revendications politiques ou sociales étant incompatibles avec les besoins du capitalisme à ce stade de son évolution à l'échelle mondiale.

En situant ces objectifs dans le cadre du régime actuel, cela permet d'éviter de les poser au-delà de l'existence du régime, de poser la question des moyens qu'il faudrait mettre en oeuvre pour abattre les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son renversement, c'est la démarche traditionnelle de réformistes et non de révolutionnaires. Cette manière de procéder présente un autre avantage pour les renégats, elle permet de faire une dichotomie, de séparer les objectifs qu'il serait possible d'atteindre dans le cadre de l'ordre établi, de ceux qui se situeraient au-delà et qu'il faudrait poser plus tard... ou jamais, dont la liquidation des institutions. En procédant de la sorte, on se prive des moyens de poser la nécessité d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui seul permettrait de répondre positivement à l'ensemble de ces revendications sociales et politiques en s'attaquant aux fondements du capitalisme et en abolissant la Constitution de la Ve République. Répétons-le encore une fois, c'est seulement sur cet axe qu'il serait possible de construire un véritable parti communiste, or ce n'est l'objectif d'aucun parti, y compris LO qui ignore jusqu'à l'existence des institutions aux crochets desquelles cette organisation vit depuis des décennies.

Donc, quand on nous oppose des objectifs qu'il serait possible d'atteindre à ceux qui devraient attendre une durée indéterminée avant de pouvoir être posés, on s'aperçoit qu'il s'agit là d'un tour de passe-passe qui consiste à éviter de poser la question du pouvoir ou de l'Etat qui concentre toutes les autres, puisque ni le retour à la Sécu de 1945 (entre autres), ni la rupture avec l'UE, ni l'abolition de la Constitution de la Ve République ne sont réalisables sans balayer l'ordre établi, sans une révolution socialiste.

Le problème auquel sont confrontés tous ces partis, c'est qu'ils ont vu le jour et se sont construits à une époque où il y avait du "*grain à moudre*", où des avancées sociales étaient encore possibles, c'est d'ailleurs en grande partie, mais pas seulement, ce facteur qui a déterminé leur nature, autour duquel ils se sont forgés, pour ne plus apparaître au fil du temps que comme des supplétifs des syndicats, des trade-unionistes, et que cette époque est définitivement révolue. Il ne leur reste plus qu'à défendre des revendications sociales isolées, catégorielles, et le reste du temps à brasser du vent en guise de politique, à jouer les aventuriers en tournant le dos aux enseignements de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1917, leur régression ou décomposition politique les ramenant au Moyen-Age de la lutte des classes.

Le dernier argument pour aujourd'hui appartient au même registre que le précédent. On nous explique qu'il ne faut surtout pas avancer des objectifs politiques, parce que les masses ne

pourraient pas s'en saisir, ce serait verser dans le gauchisme, etc. En passant le rejet du TSCG et du MES est bien un objectif politique, sauf qu'il se situe à côté de la plaque, passons pour avoir déjà aborder cette question plus haut.

Bien avant que la révolution russe ne pointe son nez, les bolcheviks combattaient sur le mot d'ordre suivant : la paix, du pain et la liberté. Les deux premières revendications répondaient à des préoccupations ou aspirations sociales, tandis que la troisième concentrait son aspiration politique à se libérer du joug du régime d'exploitation et d'oppression qui lui rendait la vie impossible. Finalement elles ne sont parvenues à satisfaire les deux premières qu'une fois réalisée la troisième qui était de nature politique.

De février à octobre 1917, le gouvernement de Front populaire a démontré son incapacité autant que son refus de rompre avec la bourgeoisie, condition pour mettre fin à la guerre et satisfaire les besoins élémentaires du prolétariat des villes et des campagnes, du coup, et parce qu'il existait un véritable parti communiste incarnant leurs besoins, elles le renversèrent et prirent le pouvoir afin de liquider les restes du régime féodal ainsi que celui embryonnaire qui incarnait le pouvoir de la bourgeoisie. Une fois Nicolas II ayant pris la fuite, trompées par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, les masses placèrent leurs illusions dans un gouvernement impérialiste (Lénine). Ne voyant rien venir et s'impatientant, leur situation ne cessant de s'aggraver, organisées dans les soviets ou comités, sous l'impulsion du parti bolchevik elles parvinrent à se libérer de leurs illusions et à réaliser l'objectif politique qui allait leur permettre d'obtenir la paix et le pain qui leur faisaient tant défaut...

La stratégie de Lénine était basée sur le fait qu'il serait impossible au gouvernement de front populaire de rompre avec le capitalisme et de briser les institutions, de remettre le pouvoir à la classe ouvrière et à la paysannerie pauvre, donc de satisfaire les revendications sociales des masses, et qu'il reviendrait au parti bolchevik en s'appuyant sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie d'accomplir cette tâche, qu'il n'existait pas d'autre voie.

Camarades, c'est la voie que je vous propose d'emprunter pour vaincre notre ennemi, celle du socialisme.